

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

POUR L'ANNEE 2024

I – Budget principal

ELEMENTS DE CONTEXTE :

Rappelons que l'année 2023 a été marquée par le passage à la nomenclature M 57 au 1^{er} janvier 2023 pour le budget principal de la Commune. Le budget annexe « local commercial » reste en nomenclature M4.

Eléments de contexte général :

Les années 2022 et 2023 ont été marquées par une crise mondiale. Aux difficultés d'approvisionnement, s'est ajoutée une inflation à des niveaux inconnus depuis les années 80. Cette crise a eu pour conséquences, à l'échelle nationale et locale, la flambée des prix de l'énergie, l'explosion des coûts des matières premières et hausse des prix de l'alimentation avec des ruptures de stock chez les fournisseurs. Selon les prévisions, la croissance de 2024 serait de l'ordre de +1,4% avec une inflation a priori plus contenue aux environs de +2,6%. Dépenses en hausse, recettes peu dynamiques, la capacité d'autofinancement des collectivités risque à nouveau d'être mise à mal en 2024.

Le contexte communal :

Comme cela a été évoqué ci-avant, les finances de la Commune du VAL D'HAZEY ont subi au cours de l'année 2022 et 2023 des hausses importantes de dépenses notamment pour :

- Les repas de cantine avec une hausse de +7,28% le 1^{er} Juillet 2022 suivi d'une nouvelle hausse de +6,11 % au 1^{er} janvier 2023,
- L'électricité,
- Le gaz utilisé pour le chauffage des bâtiments communaux,
- Une inflation de +5,9% sur l'année 2022 puis +4,9% en 2023 a eu un impact important sur toutes les dépenses de la Commune tant en investissement qu'en fonctionnement et en particulier au chapitre 011.

De plus, les finances publiques ont été impactées par la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 puis en 2023 et encore au 1^{er} Janvier 2024 (mais indispensable pour restaurer du pouvoir d'achat), la baisse des dotations, l'augmentation très significative du coût de l'énergie, la hausse de l'inflation, l'explosion des prix des matières premières, ... A cela vient s'ajouter une dynamique de plus en plus faible des recettes de fonctionnement de la Commune et en particulier au niveau des recettes fiscales. La prospective budgétaire devient donc un exercice délicat et critique au regard de la réalité des chiffres.

Comme cela était écrit dans le ROB 2023, la Commune a engagé dès 2022 un travail approfondi sur ses dépenses de gestion afin d'optimiser et de réaliser des économies sur les dépenses de fonctionnement. Ce travail se poursuit bien évidemment au quotidien dans le cadre de la poursuite d'une gestion financière rigoureuse.

1- DONNEES GENERALES

Population au 1^{er} janvier 2024 : 5 304 habitants (Source INSEE).

Création commune nouvelle : 1^{er} janvier 2016

Communes historiques : Aubevoye – Sainte Barbe sur Gaillon – Vieux Villez

Tous les chiffres présentés pour le budget principal sont exprimés en euros et en TTC. Seul le budget annexe « local commercial » est un budget HT assujéti à la TVA avec des chiffres présentés en HT.

Prévisions pour le Compte Administratif 2023 :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le



ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Selon les dernières estimations à fin Janvier 2024, les chiffres du compte administratif 2023 devraient être proches du tableau suivant :

	Fonctionnement		Investissement
Recettes	7 428 289 €	Recettes	1 477 355 €
Dépenses	6 763 483 €	Dépenses	1 564 158 €
Résultat exercice	664 806 €	Résultat exercice	- 86 803 €
Report 2022	1 878 308 €	Report 2022	1 494 494 €
Résultat à affecter	2 543 114 €	Résultat à affecter (R001)	1 407 691 €
		RAR	- 1 589 314 €
		Résultat	- 181 623 €
Résultat net de l'exercice		2 361 491 €	

Le tableau de synthèse ci-dessous montre les évolutions des grandes masses financières sur les quatre dernières années en intégrant le prévisionnel du compte administratif 2023 :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Prévision CA 2023
Résultat de fonctionnement	1 864 181 €	2 487 467 €	2 517 192 €	2 570 181 €	2 543 114 €
Résultat reportable en N+1	1 864 181 €	2 487 467 €	2 517 192 €	2 570 181 €	2 543 114 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 589 960 €	5 263 145 €	5 722 011 €	6 402 938 €	6 346 832 €
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678 €	6 558 934 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 418 006 €
Recettes réelles de fonctionnement - Dépenses réelles de fonctionnement	1 418 718 €	1 295 789 €	910 346 €	390 939 €	1 071 174 €
Epargne brute	1 179 777 €	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 026 861 €
Epargne nette	898 430 €	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	859 475 €
Encours au 31/12 de chaque année (emprunts)	1 849 903 €	1 581 359 €	1 420 940 €	1 257 120 €	1 089 735 €
Capacité de désendettement (en année)	1,6 an	1,2 an	1,6 an	3,3 ans	1 an

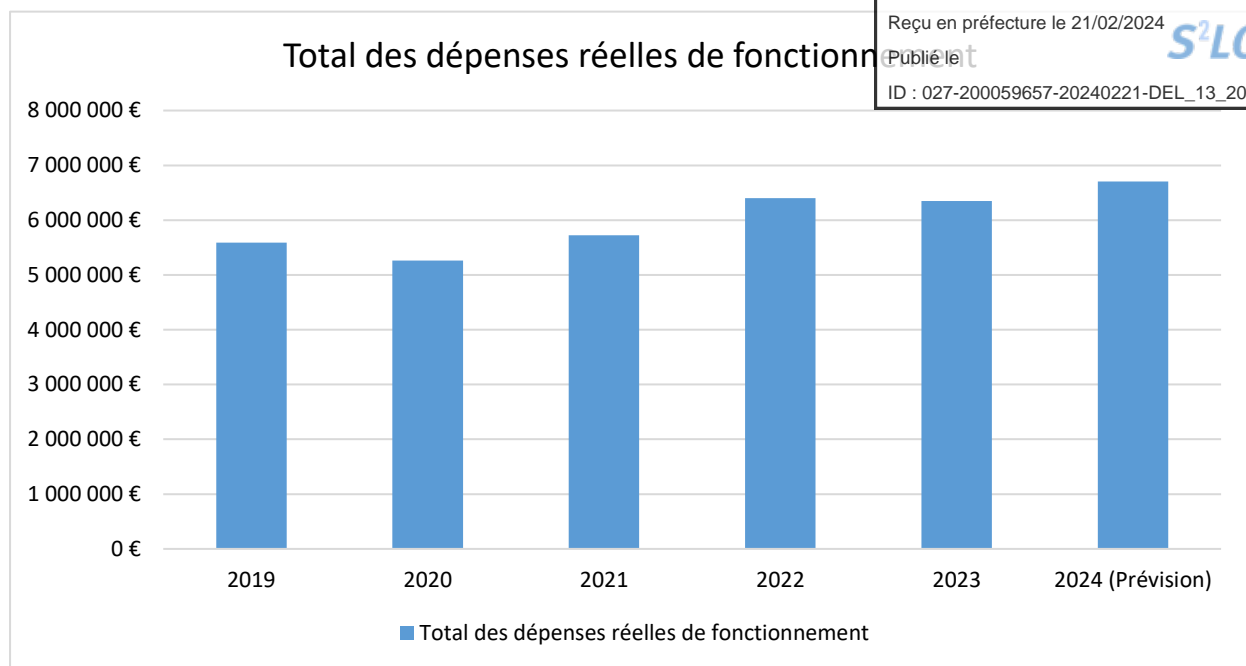
On notera une hausse des dépenses réelles de fonctionnement de 13,45% entre 2019 et 2023. Les recettes réelles de fonctionnement montrent une augmentation de 5,86% entre 2019 et 2023. Cette augmentation des recettes, intègre notamment le filet de sécurité de 2022 d'un montant de 277 528 € perçu en octobre 2023. Le désendettement s'est poursuivi de manière continue entre 2019 et 2023. La capacité de désendettement passe de 1,6 an en 2019 à 1 an en 2023 avec une hausse en 2022 à 3,3 ans.

2- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1 Dépenses de fonctionnement :

Le tableau ci-dessous reprend les dépenses réelles de fonctionnement réalisées et leur évolution :

Années	Dépenses réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	5 589 960 €	-3,71 %	996
2020	5 263 145 €	-5,85 %	938
2021	5 722 011 €	+ 8,71 %	1 088
2022	6 402 938 €	+11,90 %	1 196
2023	6 346 832 €	-0,87 %	1 185
Prévisions 2024	6 707 616 €	+5,69 %	1 265



Charges à caractère général (Chapitre 011) :

Chapitre 011	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prévisions)
Dépenses	1 584 982 €	1 317 332 €	1 485 973 €	1 811 879 €	1 656 117 €	1 765 560 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux fluides, aux locations immobilières, à l'entretien des terrains, des bâtiments et des voiries, aux contrats d'entretien et de maintenance, les fournitures administratives, les primes d'assurances multirisques, aux remboursements de frais, aux impôts et taxes.

Pour les orientations 2024 de ce chapitre, et compte tenu de l'inflation prévue pour 2024, il est envisagé une augmentation de ce chapitre d'environ 6%. En effet, le taux d'inflation sur 2023 a été de +4,9% et de +5,2% en 2022. Dans le prolongement des actions de réduction des dépenses de fonctionnement menées depuis fin 2022, le travail de maîtrise des dépenses de fonctionnement sera poursuivi en 2024 quand cela est possible. Il est rappelé que ce chapitre contient les dépenses d'électricité et de gaz dont les prix restent à des niveaux très élevés.

Le détail de chacun des principaux postes de dépenses en augmentation est présenté ci-après.

Repas de cantine :

Chapitre 011/ Article 6042	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	123 739 €	79 529 €	114 613 €	140 600 €	168 268 €	170 000 €

La Commune dispose d'un marché public jusqu'en fin Août 2025 avec la société NEWREST pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour les cantines scolaires. Entre 2019 et 2023, il est constaté une augmentation des dépenses de +36 % de ce poste. Cette augmentation est en partie due à la hausse importante de la fréquentation des cantines consécutive à la mise en place de la tarification des repas à 1€ en Septembre 2021 mais aussi à la conjoncture économique avec une majoration du tarif du repas supporté par la Commune à hauteur de +13,39%.

Electricité :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le

S²LO

ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Chapitre 011/ Article 60612	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	160 719 €	159 842 €	173 395 €	173 120 €	236 035 €	188 200 €

Jusqu'en 2020, la Commune était soumise au tarif réglementé pour les bâtiments et l'éclairage public de moins de 36 kVA ; et en marché pour les bâtiments supérieurs à 36 kVA.

En 2021, la fin du tarif réglementé pour les comptages de moins de 36 kVA a provoqué une hausse du tarif. Le SIEGE 27 a mis en place un groupement de commande au 1^{er} Janvier 2022 pour les années 2022 à 2025. Un nouveau marché sera mis en œuvre par le SIEGE 27 à compter du 1^{er} Janvier 2026.

Au 1^{er} janvier 2022, la Commune a adhéré au groupement de commande du SIEGE 27 pour les comptages inférieurs à 36 kVA et pour l'éclairage public, ce qui a permis de stabiliser ce poste.

La Commune dispose aujourd'hui de marchés publics qui sont divisés en trois lots :

- Un lot pour les bâtiments de – de 36 kVA,
- Un lot pour les bâtiments de + 36 kVA,
- Un lot pour l'éclairage public de – 36 kVA.

L'augmentation du prix de l'électricité constatée en 2022, s'est poursuivie en 2023 et impacte fortement les finances de la collectivité, et ce, malgré la mise en place de l'amortisseur énergétique pour l'électricité. En effet, ce dernier ne concerne que la période hivernale. La hausse du prix de l'électricité pour l'éclairage public de moins de 36 kVA a été compensée par l'extinction partielle de l'éclairage la nuit. Les charges d'électricité pour l'éclairage public passent ainsi de 87.244€ en 2022 à 81.642 € en 2023.

Pour les orientations 2024, l'amortisseur énergétique n'est pas pris en compte puisqu'il a été mis en place du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023. Ainsi, les hypothèses suivantes ont été retenues pour 2024 :

- Prise en compte de la hausse d'environ 9% prévue au 01 février 2024.
- Une diminution d'environ 70 % par rapport à 2023 du tarif du Mwh sur les bâtiments de + 36 kVA.

Gaz :

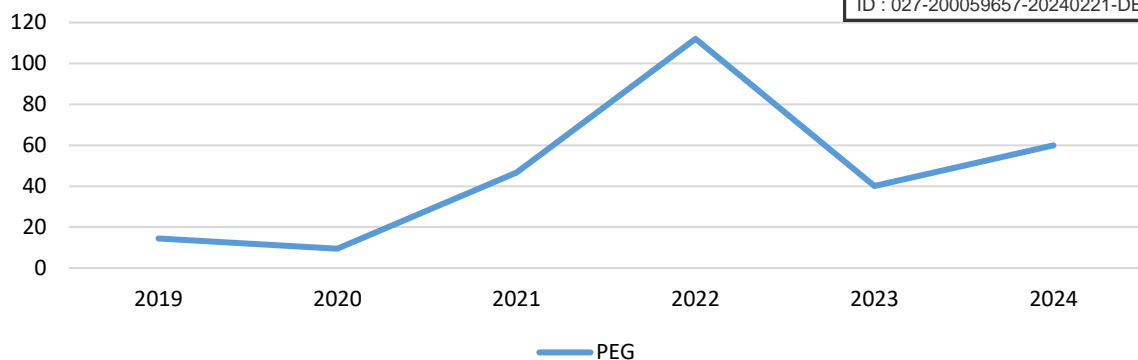
Chapitre 011/ Article 60612	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prév.)
Dépenses	47 424 €	45 540 €	81 837 €	288 689 €	135 447 €	200 000 €

Depuis 2018 et jusqu'au 31 décembre 2030, la Commune dispose d'un marché public concernant le P1 (fourniture de gaz) de la collectivité pour assurer le chauffage des bâtiments communaux. Le prix du gaz dans ce marché est indexé en grande partie sur l'indice « Point Echange Gaz Monthly » qui a subi une forte augmentation entre 2021 et 2022 (avec un pic à 170 en Août 2022). Cet indice a diminué d'environ 64% entre 2022 et 2023. L'indice est passé d'une moyenne annuelle de 112 en 2022 à une moyenne annuelle de 40 en 2023.

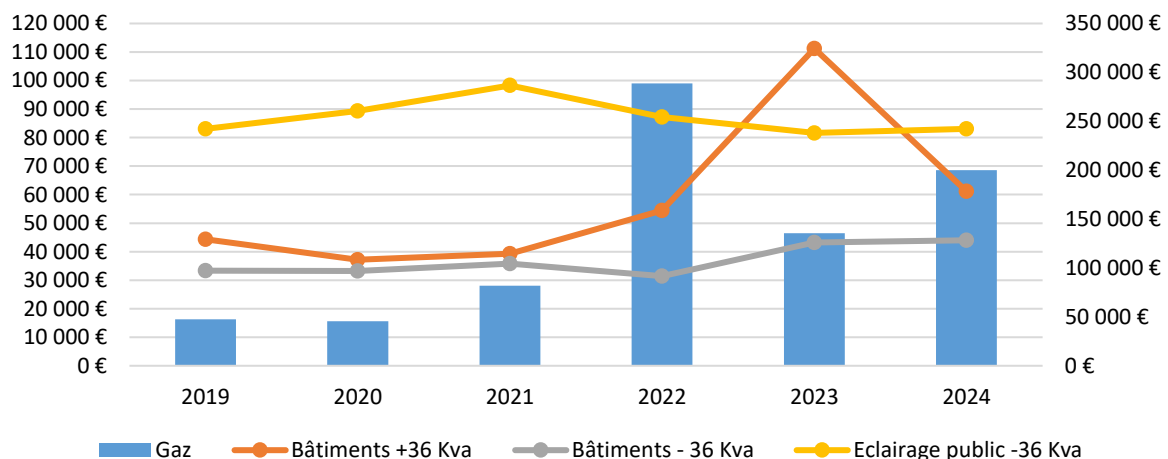
Pour les orientations 2024, il est fait l'hypothèse que cet indice sera sur une moyenne prudente de 60 sur 2024.

Cet indice a évolué de la manière suivante :

Evolution moyenne de l'indice PEG



Evolution des dépenses d'électricité et de gaz

**Charges de personnel (chapitre 012) :**

Chapitre 012	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	3 186 037 €	3 226 866 €	3 314 641 €	3 723 818 €	3 895 986 €	4 120 396 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux salaires et charges, ainsi qu'aux assurances du personnel et de la médecine du travail. Il faut rappeler que ce chapitre a subi deux augmentations successives imposées par l'Etat avec une revalorisation de +3,5% du point d'indice le 01/07/2022 et +1,5% le 01/07/2023.

Pour les orientations de 2024, l'objectif est de maintenir les emplois nécessaires aux besoins et attentes.

Pour l'élaboration du budget primitif 2024, il sera nécessaire de prendre en compte les prévisions de dépenses suivantes :

- L'impact sur l'ensemble de l'exercice 2024 de l'augmentation de +1,5 % du point d'indice en juillet 2023 (soit +52K€ sur 6 mois),
- L'impact de l'attribution supplémentaire de 5 points par mois à chaque agent au 1^{er} janvier 2024, (impact de 50K€),
- Les avancements d'échelons et de grade ainsi que la revalorisation du smic.

Au regard du résultat prévisionnel de l'année 2023 revenu au même niveau que 2021, il sera proposé au 1^{er} trimestre 2024 aux différentes instances l'octroi de la prime exceptionnelle « pouvoir d'achat » avec une enveloppe prévisionnelle de 30K€ environ.

En conclusion, ces éléments nous conduiraient à prévoir en 2024 une enveloppe d'environ 4 120 396 € sur le chapitre 012.

Evolution du nombre d'agents dans la Collectivité :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le



ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du nombre d'agents faisant partie des effectifs présents dans la Collectivité au 31/12 :

Au 31 Décembre	2019	2020	2021	2022	2023
Titulaires	69	70	79	88	82
Non Titulaires	27	26	21	17	22
Contrats Aidés	0	0	3	2	1
Apprentis	4	4	7	4	4
TOTAL	100	100	110	111	109

INDICATEUR D'EVOLUTION DE LA RESSOURCE HUMAINE

Le ratio « Chapitre 012 / Dépenses réelles de fonctionnement » permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement. On notera sa stabilité entre 2023 et 2024.

012 / DRF	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Ratio	57,00 %	61,31 %	57,93 %	58,16 %	61,44 %	61,46 %

Atténuation de produits (chapitre 014) :

Chapitre 014	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	139 752 €	80 285 €	89 608 €	92 824 €	83 899 €	90 000 €

On retrouve dans ce chapitre le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) qui est reversé à l'Etat.

Autres charges de gestion courante (Chapitre 65) :

Chapitre 65	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	598 360 €	568 523 €	762 801 €	718 641 €	652 162 €	793 463 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux indemnités des élus, au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS27 / + 5 540 € entre 2023 et 2024 et + 22 101 € entre 2019 et 2024), aux participations des groupements communaux ou intercommunaux (SIGA 3C), à la dotation du CCAS, aux subventions des associations, la participation au séjour scolaire linguistique, de plein air et culturel de plus de 5 jours et les autres charges exceptionnelles.

Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé de maintenir la participation au SIGA 3C au même niveau qu'en 2023. Il est prévu une dotation au CCAS ainsi qu'au budget annexe « local commercial ».

Concernant l'enveloppe prévisionnelle des subventions attribuées aux associations, il est prévu de maintenir cette enveloppe à un niveau équivalant à 2023.

Intérêts de la dette (Chapitre 66) :

Ce chapitre comprend les intérêts de la dette, les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs. Les ICNE (Intérêts Courus Non Échus) sont compris.

Chapitre 66	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	66 180 €	57 392 €	51 906 €	47 646 €	47 473 €	45 000 €

L'enveloppe pour 2024 est fixée en fonction des emprunts actuellement en cours et de l'évolution à la hausse des taux variables. La réalisation d'un nouvel emprunt sur 2024 n'est pas prévue.

Charges exceptionnelles (Chapitre 67) :

De 2018 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait les titres antérieurs annulés, la participation au séjour scolaire de plus de 5 jours.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les titres antérieurs annulés. La participation au séjour scolaire de plus de 5 jours et autres charges exceptionnelles sont transférées dans le chapitre 65.

Chapitre 67	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	14 649 €	12 748 €	17 082 €	8 130 €	5 920 €	10 000 €

Pour les orientations de ce chapitre en 2024, il est proposé de disposer d'une enveloppe permettant de répondre à toute demande d'annulation de titres antérieurs. Il sera mis la même enveloppe en recette pour répondre à toute demande d'annulation de mandats antérieurs.

Dotations aux provisions et dépréciations (Chapitre 68) :

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, la commune peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire.

Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT) :

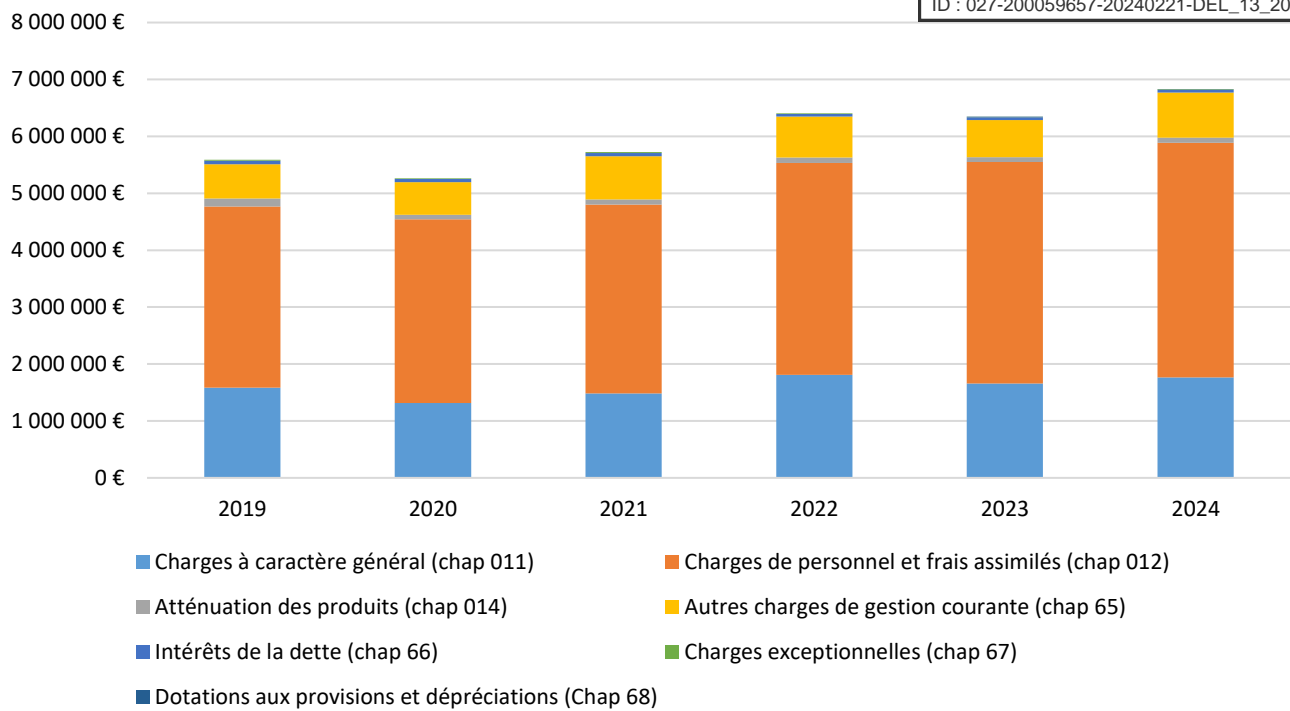
- La provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. »,
- La provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure,
- La Provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le comptable publique, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable publique,

La provision est reprise en recette en année N+1 dans le chapitre 78.

Chapitre 68	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	0 €	0 €	0 €	0 €	5 275 €	3 197 €

En synthèse, le graphique ci-dessous montre l'évolution de la répartition des dépenses de fonctionnement de 2019 à 2024 (prévisions).

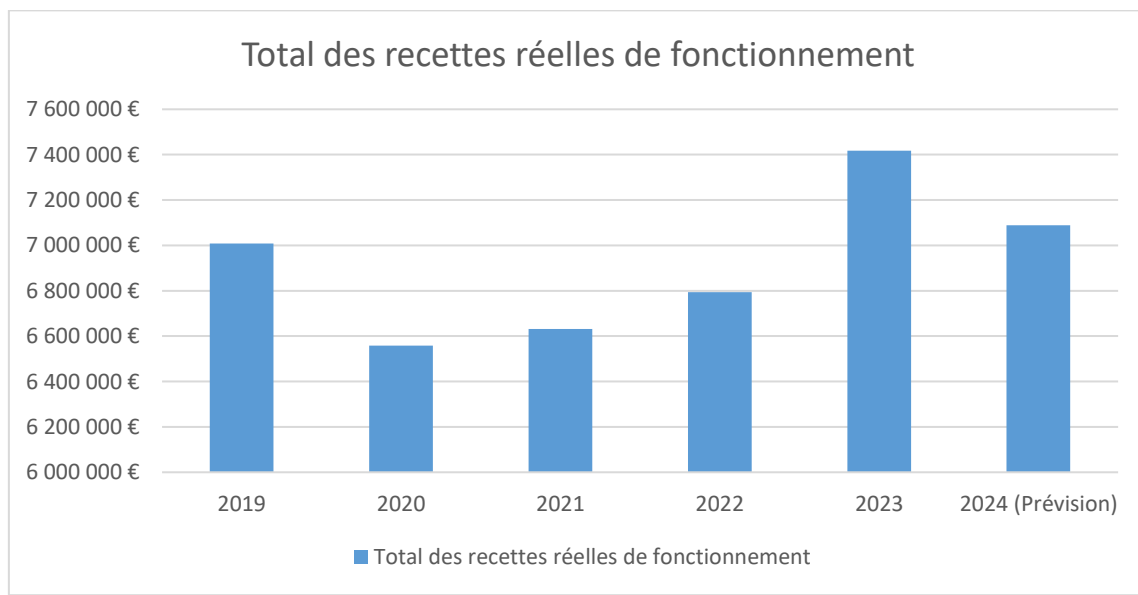
Répartition des dépenses de fonctionnement

**2.2 Recettes de fonctionnement :**

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des recettes réelles de fonctionnement de 2019 à 2024 (prévisions) :

Années	Recettes réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	7 008 678 €	3,1 %	1 249 €
2020	6 558 934 €	-6,42 %	1 169 €
2021	6 632 357 €	+ 1.11 %	1 175 €
2022	6 793 876 €	+ 2.43 %	1 245 €
2023	7 418 006 €	+9.18 %	1 385 €
2024 (Prév.)	7 088 132 €	-4.44 %	1 336 €

On voit clairement dans ce tableau l'impact du versement du filet de sécurité de 277.528€ perçu en Octobre 2023.



Vente de produits fabriqués, prestations de service (Chapitre 70) :

Ce chapitre de recettes enregistre la participation des familles au restaurant scolaire et à la garderie pour toutes les écoles de la Commune, mais également les remboursements liés à l'occupation des locaux communaux et la vente des billets des spectacles de l'ECMP (en baisse du fait des travaux et du nombre réduit de spectacles). L'hypothèse retenue est de pas augmenter globalement les tarifs.

Chapitre 70	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	297 975 €	194 393 €	264 996 €	291 685 €	307 223 €	268 700 €

Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente de recettes.

Impôts et taxes (Chapitre 73 et 731) :

En M14, ce chapitre portait sur les taxes foncières, les attributions de compensations (provenant de Seine Eure Agglomération), le Fonds National de Garantie Intercommunal (FNGIR), les taxes funéraires, la taxe sur la consommation finale d'électricité, les droits de places et la taxe additionnelle aux droits de mutation.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre est divisé en deux parties, le chapitre **73 « Impôts et taxes »** qui concerne les attributions de compensations (provenant de Seine Eure Agglomération), le Fonds National de Garantie Intercommunal (FNGIR), et le chapitre **731 « Fiscalité locale »** qui concerne les taxes foncières, les taxes funéraires, la taxe sur la consommation finale d'électricité, les droits de place et la taxe additionnelle aux droits de mutation.

Chapitre 73	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	5 585 130 €	5 473 896 €	4 238 070 €	4 435 328 €	2 501 818 €	2 502 325 €

Chapitre 731	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	0 €	0 €	0 €	0 €	2 138 758 €	2 201 103 €

Pour rappel, ce chapitre contient l'attribution de compensation de Seine Eure Agglomération qui est actuellement de 2.308.300€.

Pour rappel, la baisse importante constatée entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation avec un basculement de crédits au chapitre 74. Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé :

- De prévoir une enveloppe qui tient compte de la loi de finances qui prévoit une augmentation des bases de +3,9% (contre +7,1% en 2022) uniquement sur les bases du foncier bâti et non bâti.
- L'enveloppe des recettes des droits de mutations (144 605 € en 2022 et 174 213 € en 2023) est difficilement prévisible et a été fixée de manière prudente pour 2024 à hauteur de 155.000€ environ.
- Au stade du ROB 2024, l'hypothèse retenue est de ne pas augmenter les taux de fiscalité locale.

Il est donc prévu de fixer l'enveloppe de ces chapitres à 2 502 325 € pour le chapitre **73 « Impôts et taxes »**, et à 2 201 103 € pour le chapitre **731 « Fiscalité locale »**.

Dotations et participations (Chapitre 74) :

Ce chapitre porte sur les dotations de l'Etat (Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), Dotation de Solidarité Rurale (DSR), dotation nationale de péréquation), des communes associées à certaines prestations (écoles notamment) et la compensation de la taxe d'habitation.

Chapitre 74	2019	2020	2021	2022
Recettes	640 800 €	617 782 €	1 937 335 €	1 886 951 €

Envoyé en préfecture le 21/02/2024
Reçu en préfecture le 21/02/2024
Publié le 2023
2 273 004 €
1 971 144 €
ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Pour rappel, l'augmentation importante entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation. Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente par rapport au réalisé de 2023 car la Commune ne dispose pas encore des notifications de la DGF et de la taxe de compensation liée à la réforme de la taxe d'habitation.

Avec la Loi de Finances pour 2024, le montant de l'enveloppe nationale de la Dotation Globale de Fonctionnement prévoit une augmentation de 320 millions. Elle financera les augmentations de dotation de solidarité urbaine et rurale sans égrèment de la dotation forfaitaire.

Aussi, pour 2024, la DGF de la Commune est supposée rester stable car l'Etat a augmenté les enveloppes nationales pour la DGF mais la population communale a poursuivi sa baisse en 2024. L'hypothèse retenue est donc de prévoir un montant de DGF légèrement inférieur à 2023.

Dans le prolongement de la création du filet de sécurité en 2022, l'Etat a maintenu ce dispositif en 2023 avec des critères d'éligibilité différents et beaucoup plus contraignants. Après étude de ce dispositif sur 2023, il apparaît que la Commune ne serait pas éligible.

Autres produits des gestion courante (Chapitre 75) :

Ce chapitre porte sur les loyers des immeubles, location de salles et produits divers.

Avec le passage en M57, à partir de 2023, ce chapitre comprendra aussi les remboursements d'assurances et les autres produits exceptionnels qui étaient dans le chapitre 77 en M14.

Chapitre 75	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	71 508 €	45 743 €	36 133 €	50 499 €	85 640 €	79 580 €

Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente de recettes.

Atténuation des charges (Chapitre 013) :

On retrouve dans ce chapitre principalement les remboursements d'assurance pour le personnel en arrêt maladie.

Chapitre 013	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	152 890 €	169 320 €	120 949 €	117 168 €	62 273 €	50 000 €

Pour les orientations 2024 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente sachant que le taux de couverture du contrat diminue au 1^{er} Janvier 2024 et qu'il est très difficile de prévoir et anticiper le remboursement des assurances en fonction des absences pour maladie des agents.

Produits exceptionnels (Chapitre 77) :

De 2019 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait principalement les remboursements d'assurance et les mandats antérieurs annulés.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les mandats antérieurs annulés, les remboursements d'assurance, les produits de cession et autres produits exceptionnels sont transférés dans le chapitre 75

Chapitre 77	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Recettes	260 371 €	57 801 €	34 874 €	12 242 €	49 285 €	10 000 €

Reprises sur amortissements, dépréciations et provision (Chapitre 78) :

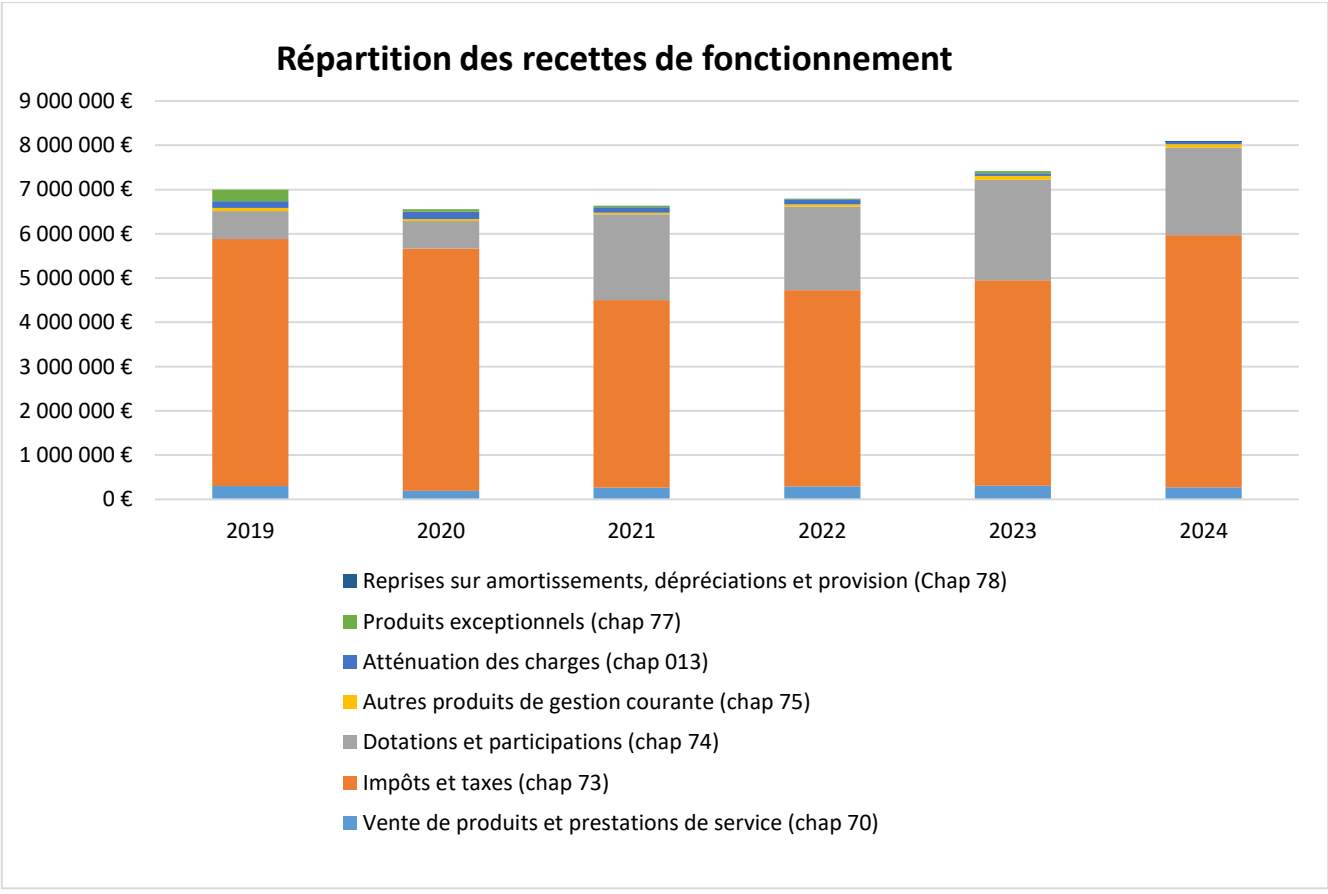
Dans le cadre d’une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l’instruction M57, la commune peut également décider de constituer des provisions dès l’apparition d’un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l’élaboration budgétaire.

Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT).

Cette dernière est inscrite en dépense au chapitre 68 en et reprise en recette en année N+1 dans le chapitre 78.

Chapitre 68	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 275 €

En synthèse, le graphique ci-dessous montre l’évolution de la répartition des recettes de fonctionnement de 2019 à 2024 (prévisions).



3- LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

3.1 Recettes d'investissement :

FCTVA :

Depuis le 1er janvier 2015, la Loi de Finances a revalorisé ce taux à 16,404%.

2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
143 172 €	76 405 €	118 782 €	94 873 €	144 445 €	80 000 €

Subventions perçues :

Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (Etat, Région, Département, agglomération...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement. Ce tableau montre bien le travail de recherche des financements auprès des partenaires entamé depuis 2022.

2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
11 000 €	2 980 €	33 230 €	23 738 €	185 044 €	355 050 €

Au stade des orientations budgétaires de 2024 pour ce chapitre, les subventions suivantes pourront être demandées auprès des partenaires financiers concernant les projets suivants :

- Réhabilitation thermique du bâtiment « la poste » (bureaux de poste et logement) : 115 000 € (Etat),
- Sécurisation des écoles : 40 000 € (Etat),
- Rénovation thermique de l'école du Grand Charlemagne : 70 000 € (Etat),
- Informatisation des écoles : 16 000 € (Etat),
- Aménagement du terrain de basket « clos des marguerites » : 21 000 € (Région et FFB),
- Tables extérieures de ping-pong : 32 000 € (Etat),
- Poursuite du passage en leds de l'éclairage public : 60 000 € (Etat),
- Matériel radio de la Police Municipale : 1 050 € (Etat).

Taxes d'urbanisme :

Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe d'aménagement, la taxe du plafond légal de densité....

2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
23 301 €	28 097 €	30 456 €	32 597 €	37 743 €	30 000 €

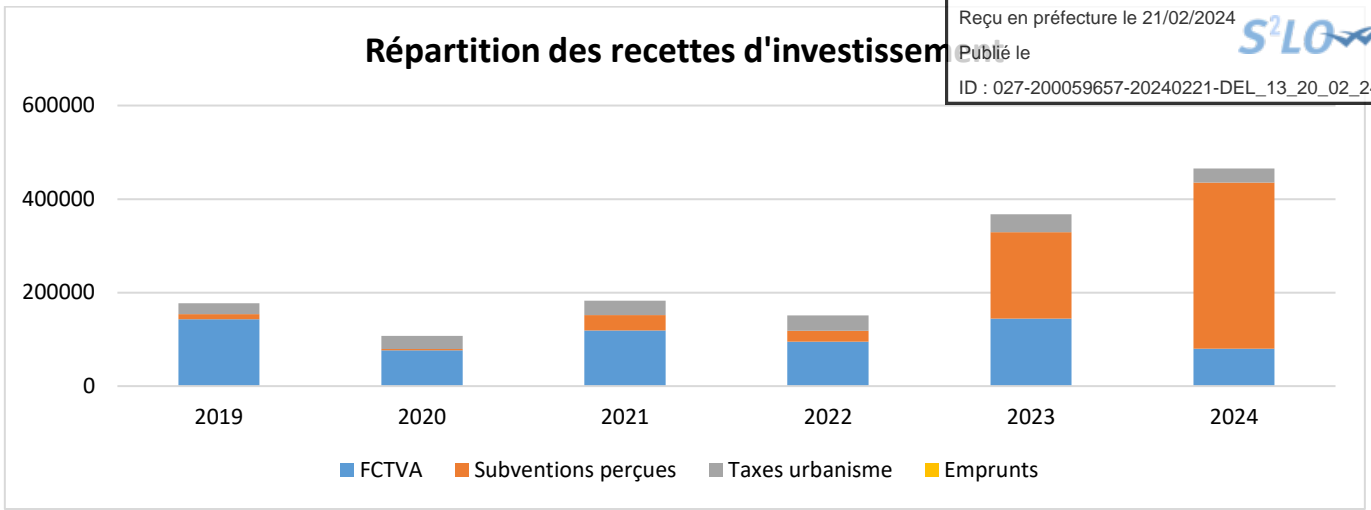
Emprunts :

Emprunts réalisés pour financer les investissements ou cautions reçues.

2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Au regard des éléments financiers présentés plus haut, il n'apparaît pas nécessaire de contracter des emprunts sur 2024. L'autofinancement de la Commune sera suffisant pour financer les investissements prévus pour 2024.

Il est à noter que les éléments indiqués ci-dessus correspondent aux recettes réelles de l'exercice et ne prennent donc pas en compte les restes à réaliser. Pour 2023, les restes à réaliser relatifs aux recettes d'investissement s'élèvent à 904 726 € et correspondent à des subventions qui ont déjà été notifiées à la Commune. A savoir, 850 606 € pour l'Espace Culturel Marcel Pagnol, 19 500 € pour les bornes incendies, 15 120 € pour la création préau à l'école le Chat Botté et 19 500 € pour l'éclairage des terrains de sports du Complexe des bords de seine (CSBS).



3.2 Dépenses d'investissement :

Le tableau ci-dessous montre les dépenses d'investissement et leur évolution depuis 2019 :

Années	Dépenses d'investissement TTC	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	793 713 €	-29,4 %	141 € / hab
2020	823 793 €	3,79 %	147 € / hab
2021	880 830 €	36,29 %	206 € / hab
2022	953 695 €	8,28 %	175 € / hab
2023	1 553 875 €	62,94 %	290 € / hab
2024 (Prév.)	3 137 056 €	101,89 %	591 € / hab

Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne de la strate 5.000/10.000 habitants s'est établie à 303€ de dépenses d'investissement par habitant en 2020 (chiffres publiés en Mars 2022).

Il faut noter que le tableau ci-dessus indique les dépenses réelles de l'exercice et ne prend donc pas en compte les restes à réaliser. Les dépenses engagées non mandatées donnent lieu à l'établissement d'un état en fin d'année, revêtu de la signature de l'ordonnateur et du comptable, pour permettre leur paiement au début de l'exercice suivant, tant que le budget de cet exercice n'a pas été voté. Pour 2023, les restes à réaliser des dépenses d'investissement s'élèvent à 2 494 040 € TTC dont 2 131 786 € pour l'extension / réhabilitation de l'ECMP.

Pour le budget 2024, les principales opérations d'équipement suivantes sont prévues (en TTC) :

- Réaménagement de la salle des fêtes de Vieux Villez pour 400.000€ environ,
- Réhabilitation thermique du bâtiment « la Poste » (bureaux et logement) pour 350 000 € environ,
- Rénovation thermique de l'école Grand Charlemagne pour 200.000 € environ,
- Poursuite de la réhabilitation et extension du centre culturel Marcel Pagnol : 150.000 € environ (révision des prix des marchés de travaux),
- Réaménagement des toitures de la Mairie pour 150 000 € environ,
- Remplacement de lampes au sodium et passage en leds pour l'éclairage public de la Commune pour 120 000€ environ,
- Sécurisation des écoles pour 120 000 € environ,
- Aménagement des chemins entre Vieux-Villez, Saint Barbe et Aubevoye : 50.000€ environ
- Relève des tombes du cimetière de Sainte Barbe sur Gaillon pour 50 000 € environ,
- Aménagement d'un parking à côté du cimetière de Vieux Villez : 50 000€ environ.
- Aménagement de voirie par Seine Eure Agglomération pour 50 000 € environ,
- Et les investissements récurrents annuels (matériel informatique, travaux dans les écoles et autres bâtiments communaux, matériels divers, etc...).

4- LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le



ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés. Le capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

L'épargne de la collectivité :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des différentes épargnes en cours des dernières années.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Epargne brute	1 179 777 €	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 026 861 €	380 516 €
Remboursement capital de la dette	281 346 €	270 051 €	160 419 €	163 820 €	167 386 €	171 200 €
Epargne nette	898 430 €	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	859 475 €	209 316 €

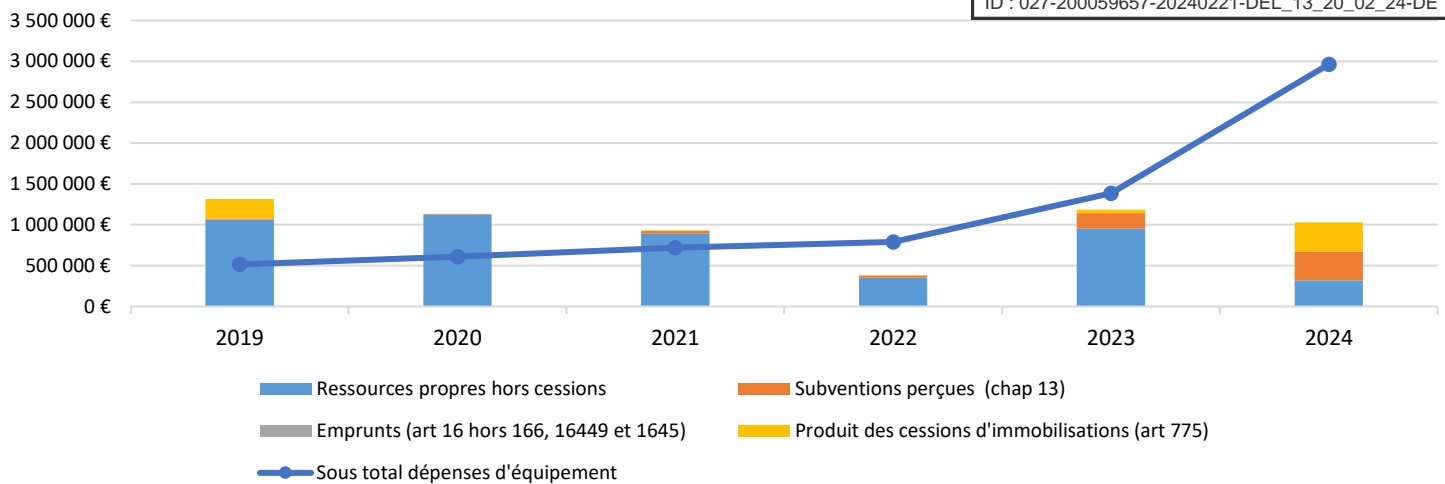
Le financement de l'investissement :

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont ajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Epargne nette (a)	898 430 €	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	859 475 €	209 316 €
FCTVA (b)	143 172 €	76 405 €	118 782 €	94 873 €	144 445 €	80 000 €
Autres recettes (c)	23 751 €	30 833 €	30 456 €	32 597 €	37 743 €	30 000 €
Produit de cessions (d)	238 941 €	5 700 €	5 000 €	4 900 €	44 313 €	0 €
Ressources financières propres (e) = (a+b+c+d)	1 304 295 €	1 132 976 €	899 165 €	353 440 €	955 976 €	319 316 €
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	11 000 €	2 980 €	33 230 €	23 738 €	185 044 €	355 050 €
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Financement total h = (e+f+g)	1 315 295 €	1 135 956 €	932 395 €	377 178 €	1 141 020 €	674 366 €
Résultat de l'exercice (1)	802 929 €	582 214 €	211 985 €	-412 698 €	- 115 470 €	- 2 291 490 €

(1) Recettes réelles fonctionnement-dépenses réelles fonctionnement + recettes réelles investissement – dépenses réelles d'investissement (sans RAR, hors report et 1068)

Répartition du financement de l'investissement

**5- LES GRANDES MASSES FINANCIERES :****5.1 Masses budgétaires :**

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des principales masses financières du budget principal depuis 2019.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA provisoire 2023	CA 2024 (Prévisions)
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678 €	6 558 934 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 418 006 €	7 088 132 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 589 960 €	5 263 145 €	5 722 011 €	6 402 938 €	6 346 832 €	6 707 616 €
<i>Dont intérêts de la dette</i>	66 180 €	57 392 €	51 906 €	47 646 €	47 473 €	45 000 €
Recettes réelles d'investissement	177 923 €	110 218 €	182 469 €	151 208 €	1 934 411 €	367 231 €
<i>Dont emprunts souscrits</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dépenses réelles d'investissement	793 713 €	823 793 €	880 830 €	953 695 €	1 553 875 €	3 137 056 €
<i>Dont capital de la dette</i>	281 346 €	270 051 €	160 419 €	163 820 €	167 386 €	171 200 €

5.2 Besoin de financement :

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du besoin de financement avec la prévision pour 2024.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA provisoire 2023	CA 2024 (Prév.)
Recettes d'investissement	2 870 367 €	2 618 416 €	2 853 990 €	2 453 615 €	2 971 849 €	367 231 €
Dépenses d'investissement	1 051 736 €	840 857 €	894 892 €	959 121 €	1 564 158 €	3 137 056 €
Reste à Réaliser	200 052 €	130 637 €	241 921 €	- 2 186 367 €	-1 589 314 €	0 €
Besoin ou Excédent de financement	1 618 579 €	1 646 922 €	1 717 177 €	- 691 873 €	- 181 623 €	- 2 769 825 €

5.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel :

Le résultat de l'exercice alimente le fonds de roulement qui sert à financer une partie des dépenses de fonctionnement. Le fonds de roulement devra veiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre.

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le

S²LOW

ID: 027-200059657-20240221-DEL 13_20_02_24-DE

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA provisoire 2023	CA 2024 (Prév.)
Fonds de roulement en début d'exercice	2 879 884 €	3 682 813 €	4 265 027 €	4 477 012 €	4 064 314 €	3 948 844 €
Résultat de l'exercice (fonctionnement et investissement hors report et Reste à réaliser)	802 929 €	582 214 €	211 985 €	-412 698 €	-115 470 €	- 2 291 490 €
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 682 813 €	4 265 027 €	4 477 012 €	4 064 314 €	3 948 844 €	1 657 354 €

5.4 Endettement :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA provisoire 2023	BP 2024 (Prévisions)
Encours au 31 décembre	1 849 903 €	1 581 359 €	1 420 940 €	1 257 120 €	1 089 735 €	918 609 €
Ratio de désendettement	1,6 an	1,2 an	1,6 an	3,3 ans	1 an	2,4 ans
Emprunt/Caution reçue	0 €	450 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Au niveau de la capacité de désendettement, il faut préciser que le seuil de vigilance est préconisé à moins de 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque sa valeur atteint 11/12 ans.

6- LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

6.1 Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

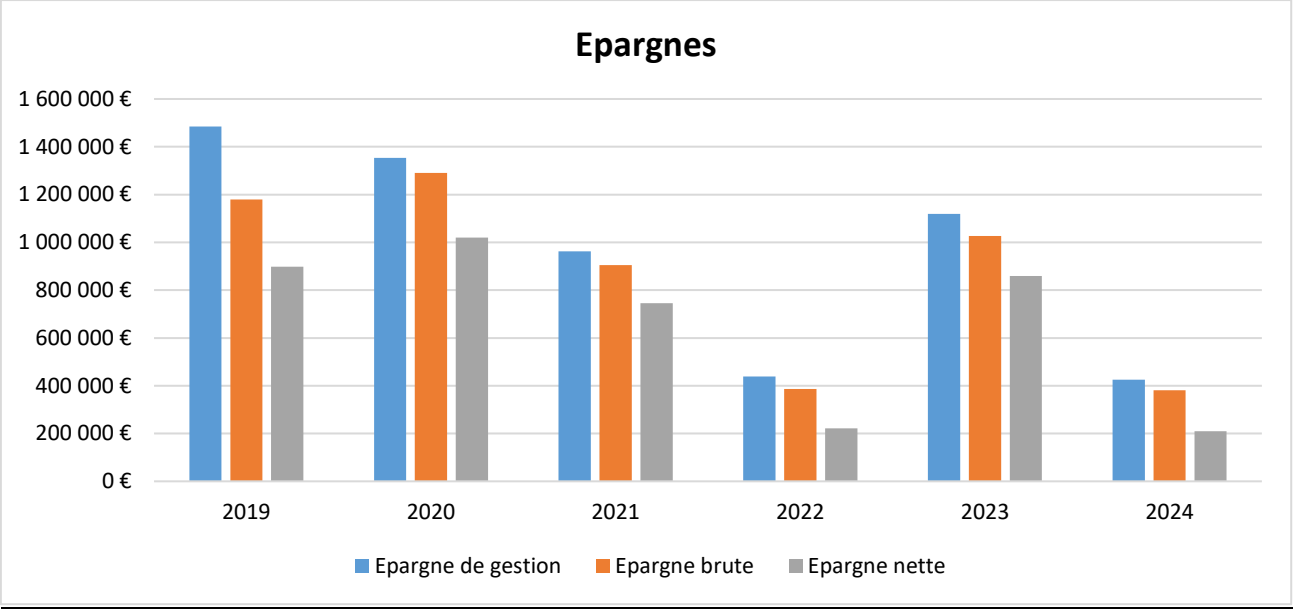
Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2019	2020	2021	2022	2023 (provisoire)	2024 (Prév.)
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678 €	6 558 934 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 418 006 €	7 088 132 €
Epargne de gestion	1 484 898 €	1 353 182 €	962 252 €	438 584 €	1 118 647 €	425 516 €
Epargne brute	1 179 777 €	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 026 861 €	380 516 €
<i>Taux d'épargne brute (en %)</i>	16.83 %	19,67 %	13,65 %	5,68 %	13,84 %	5,37 %
Epargne nette	898 430 €	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	859 475 €	209 316 €

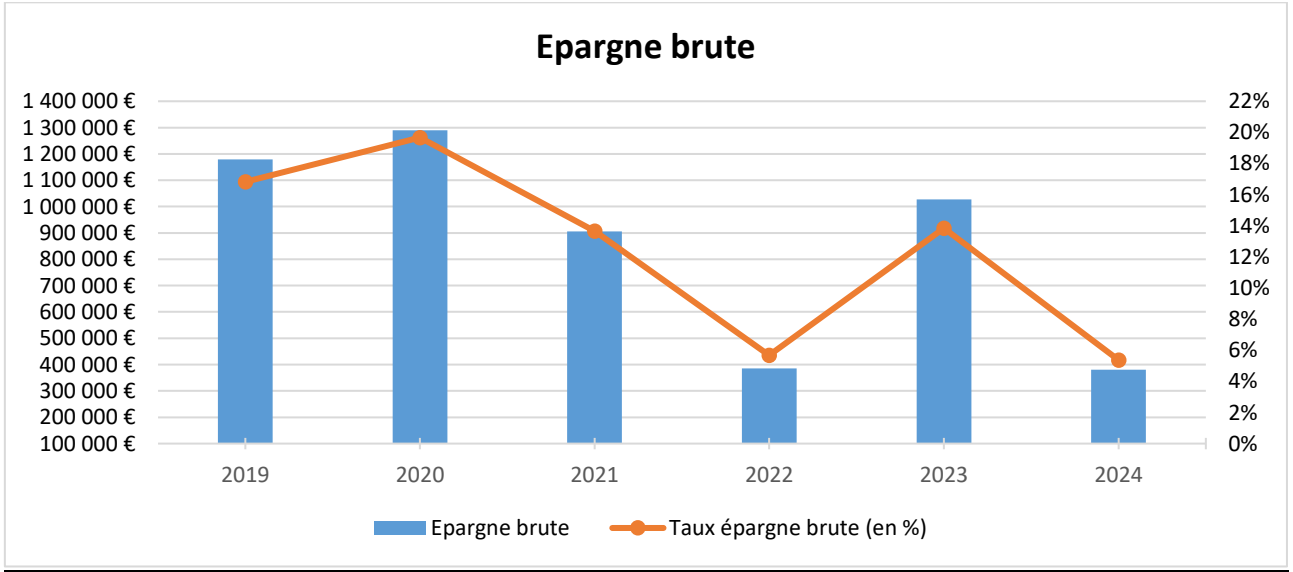
Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne s'est établie à 113€ d'épargne nette par habitant en 2020 (chiffres publiés en Mai 2022). La Commune du Val d'Hazey présente un ratio de 162€ d'épargne nette par habitant pour 2023.



6.2 Epargne brute :

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle. Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute. L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	20234 (Prév.)
Epargne brute	1 179 777 €	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 026 861 €	380 516 €
Taux d'épargne brute (en %)	16,83 %	19,67 %	13,65 %	5,68 %	13,84 %	5,37 %



7- LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le

S²LOW

ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

7.1 Encours de dette

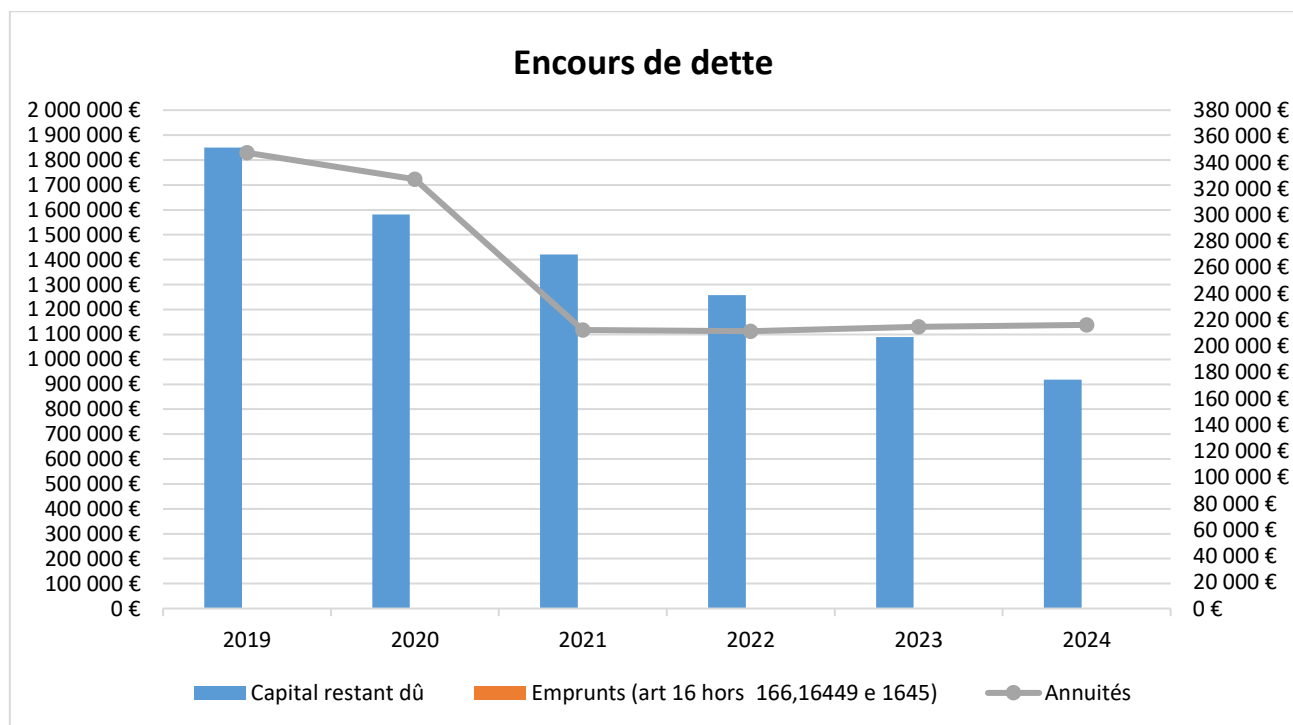
Selon les éléments évoqués plus haut, l'encours de la dette évoluerait de **1 849 903 € en 2019 à 1 089 734 € en 2023** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **353 499 € en 2019 à 215 944 € en 2023** (échelle de droite du graphique ci-après).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2019	1 849 903 €	-13,08 %	0
2020	1 581 359 €	-14,52 %	0
2021	1 420 940 €	-10,14 %	0
2022	1 257 120 €	-11,53 %	0
2023	1 089 735 €	-13,31 %	0
Prévisions 2024	918 609 €	-15,70 %	0

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique).

L'encours de la dette a diminué de 50,34 % entre 2019 et 2024.



Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne de la strate 5.000/10.000 habitants s'est établie à 807€ de dette par habitant en 2020 (chiffres publiés en Mars 2022). La Commune du Val d'Hazey présente un ratio de dette de 173€ par habitant au 31/12/2024 (205€ par habitant au 31/12/2023).

La structure de la dette actuelle :

La dette est actuellement composée de 4 emprunts dont :

- Deux à taux fixe avec un capital restant dû au 31 Décembre 2023 de 552 526 € se terminant en septembre 2025 et en mars 2031,
- Deux à taux variable euribor 3 mois avec une marge de 0,65 % avec un capital restant dû au 31 Décembre 2023 de 537 209 € se terminant en octobre 2029 et en décembre 2029.

La dette au 31 décembre 2023 est donc composée à 50,70 % d'emprunts à taux fixe et 49,30 % d'emprunts à taux variables.

7.3 Ratio de désendettement :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le



ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la Commune évolue comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Ratio	1,6 an	1,2 an	1,7 an	3,3 ans	1 an	2,4 ans

Au niveau de la capacité de désendettement, le seuil de vigilance est préconisé à 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque cette capacité atteint 11/12 ans.

Au regard du compte administratif 2023, on constate une veille continue et accrue sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement, qu'il faudra poursuivre en 2024.

8- LA FISCALITE DIRECTE

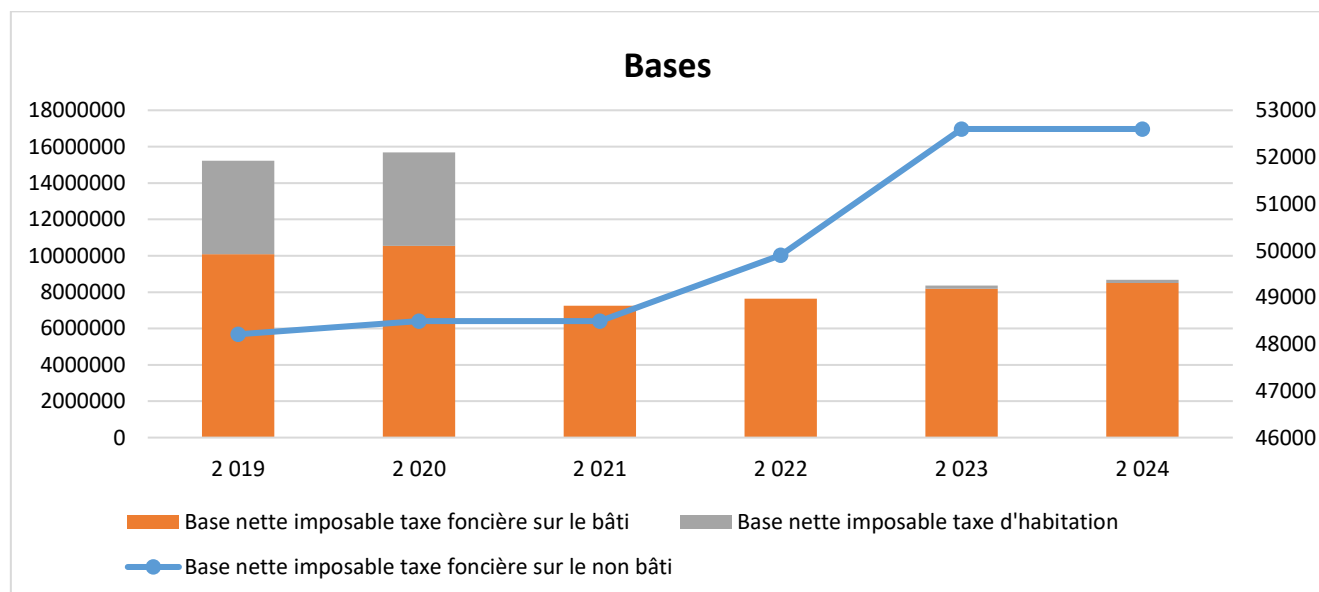
8.1 Evolution des bases :

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des bases fiscales pour chaque taxe.

Pour les orientations 2024, la loi de finances prévoit une augmentation des bases +3,9 %.

Années	Base Taxe d'Habitation (résidence secondaire à partir de 2023)	Base Taxe Foncière bâtie	Base Taxe Foncière non bâtie
2019	5 140 505 €	10 088 032 €	48 209 €
2020	5 134 418 €	10 548 851 €	48 490 €
2021	0 €	7 252 000 €	48 490 €
2022	0 €	7 636 000 €	49 900 €
2023	185 756 €	8 177 000 €	52 600 €
2024 (Prév.)	185 756 €	8 495 903 €	52 600 €



8.2 L'évolution des taux et des produits :

TAXE D'HABITATION :

Envoyé en préfecture le 21/02/2024

Reçu en préfecture le 21/02/2024

Publié le



ID : 027-200059657-20240221-DEL_13_20_02_24-DE

La réforme de la taxe d'habitation :

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (progressive jusqu'en 2023 pour tous les foyers fiscaux), a entraîné la mise en œuvre au 1er janvier 2021 d'un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

A ce titre, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne perçoivent plus le produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales mais bénéficient d'une compensation intégrale, calculée sur la base du taux de taxe d'habitation adopté en 2017.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour les locaux vacants.

Années	Base nette TH (sur résidence secondaire à partir de 2023)	Evolution Base nette TH	Produit TH	Evolution produit TH	Taux TH	Evolution Taux TH
2019	5 140 505 €	2,95 %	554 146 €	2,95 %	10,78 %	0 %
2020	5 134 418 €	-0,12 %	553 490 €	-0,12 %	10,78 %	0 %
2021	0	-100 %	0 €	-100 %	0 %	-100 %
2022	0	0	0 €	0 %	0 %	0 %
2023	185 756 €	0	20 024 €	0 %	10,78 %	0 %
2024	185 756 €	0	20 024 €	0 %	10,78 %	0 %

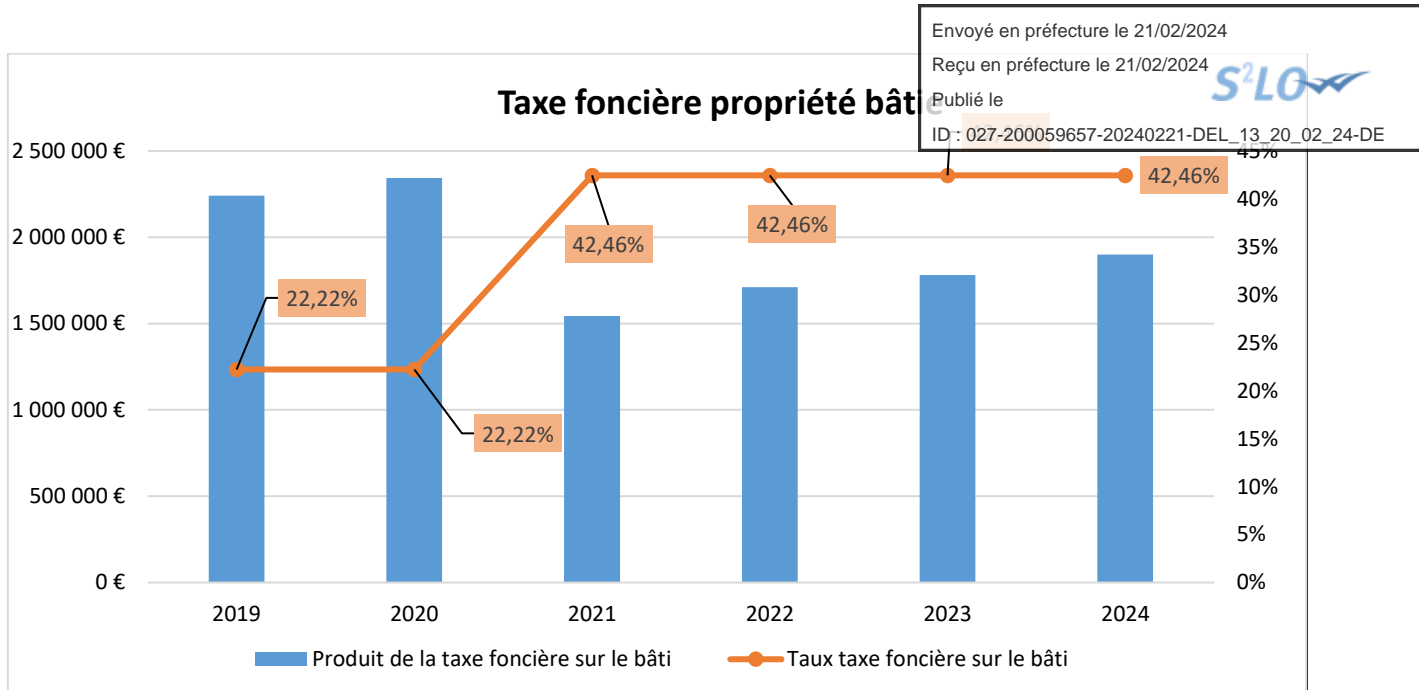
TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation, les communes se sont vues transférer en 2021 le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le Département sur leur territoire. Chaque commune se voit donc transférer le taux départemental de TFPB (20,24%) qui viendra s'additionner au taux communal.

Le taux voté en 2021 est de 42,46 % soit 22,22 % part communal et 20,24 % de part départementale.

Années	Base nette TFB	Evolution Base nette TFB	Produit TFB	Evolution produit TFB	Taux TFB	Evolution Taux TFB
2019	10 088 032 €	2,44 %	2 241 561 €	2,44 %	22,22 %	0 %
2020	10 548 851 €	4,57 %	2 343 955 €	4,57 %	22,22 %	0 %
2021	7 252 000 €	-31,25 %	1 544 444 €	-34,11 %	42,46 %	91,09 %
2022	7 636 000 €	5 %	1 710 717 €	10,76 %	42,46 %	0 %
2023	8 177 000 €	7,09 %	1 780 940 €	4,11 %	42,46 %	0%
2024 (Prév.)	8 495 903 €	3,90 %	1 900 265 €	6,70 %	42,46 %	0 %

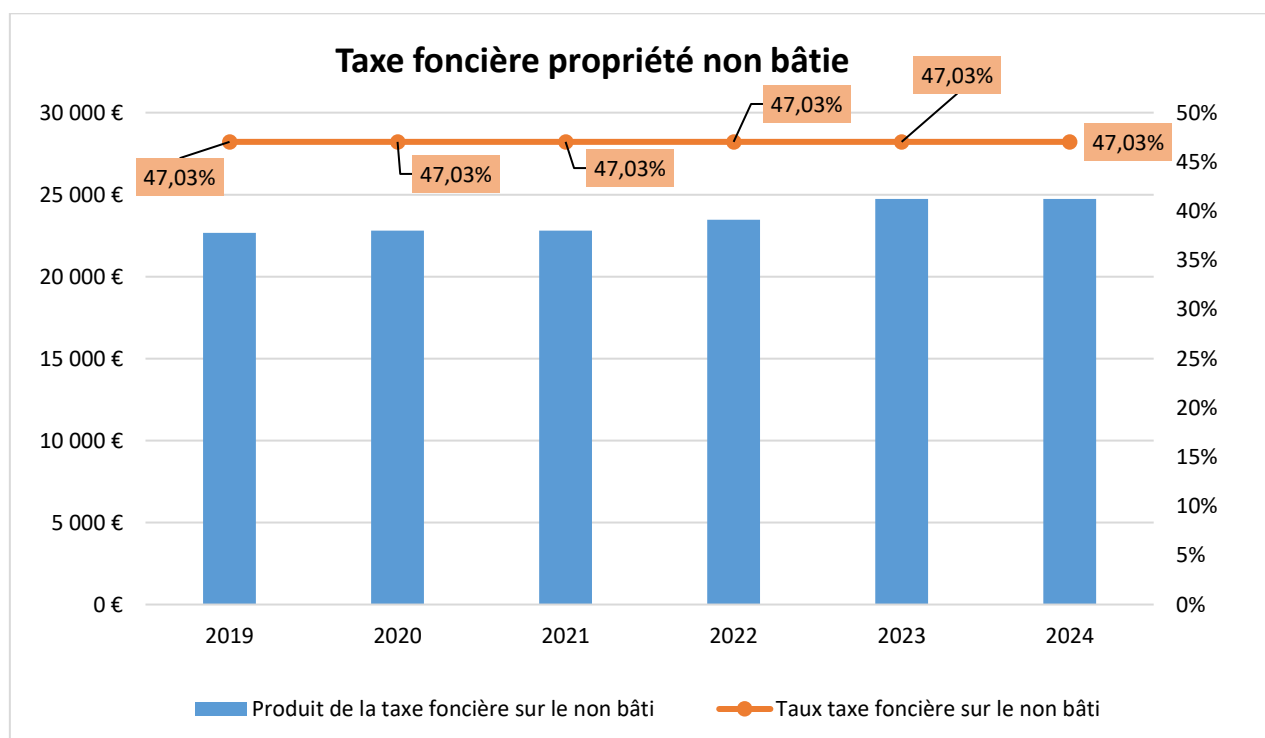
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE

Années	Base nette TFNB	Evolution Base nette TFNB	Produit TFNB	Evolution produit TFNB	Taux TFNB	Evolution Taux TFNB
2019	48 209 €	1,88 %	22 673 €	1,88 %	47,03 %	0 %
2020	48 490 €	0,58 %	22 805 €	0,58 %	47,03 %	0 %
2021	48 490 €	0 %	22 805 €	0 %	47,03 %	0 %
2022	49 900 €	2,90 %	23 468 €	2,90 %	47,03 %	0 %
2023	52 600 €	5,41 %	24 738 €	5,42 %	47,03 %	0 %
2024 (Prév.)	52 600 €	0 %	24 738 €	0	47,03 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



Pour les orientations 2024, au regard de l'évolution des indicateurs financiers évoqués, il est proposé d'augmenter les taux de fiscalité pour 2024 et de maintenir les taux à leur niveau actuel pour 2025. Cela permettra de limiter l'impact sur le pouvoir d'achat des habitants de la Commune.

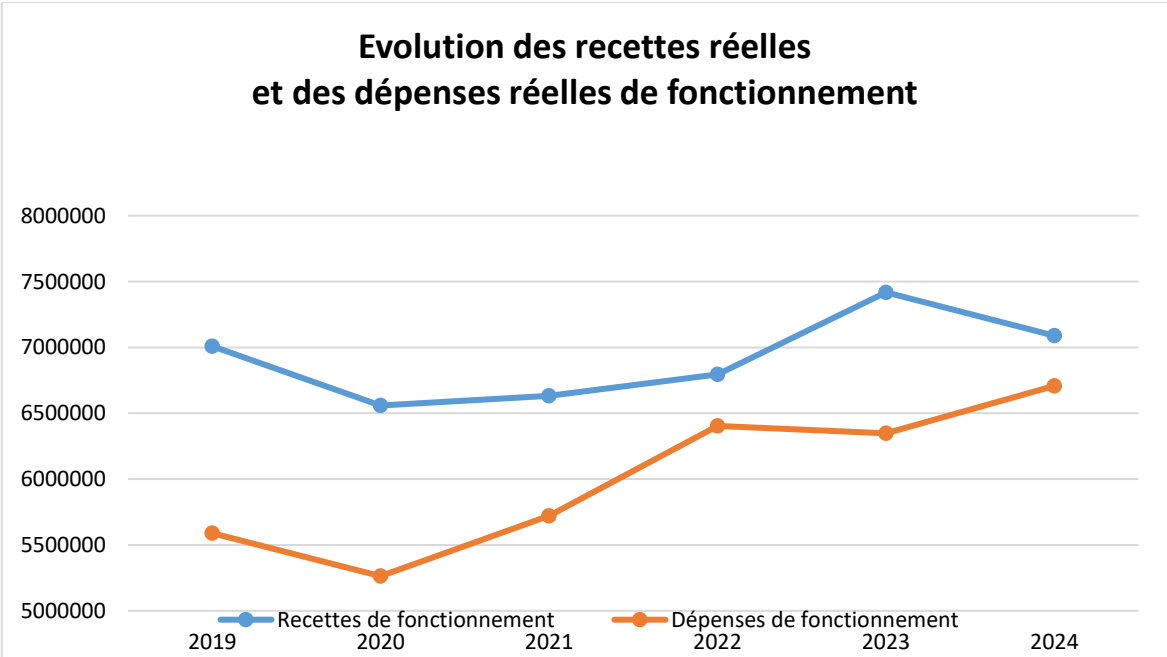
Il est à noter que, malgré le maintien des taux envisagé pour 2024, les contribuables auront à payer une augmentation du montant de l'impôt qui sera consécutive à une revalorisation des bases de calcul de la fiscalité locale de +3,90 % décidée par l'Etat pour 2024 (Pour mémoire : +7,10 % en 2023, +3,40% en 2022 et de +0,20 % en 2021). Il est précisé qu'au moment de l'élaboration du ROB pour l'année 2024, l'état 1259 reprenant les recettes fiscales de la Commune n'a toujours pas été notifié.

9- LES RATIOS

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des principaux ratios financiers :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)
Dépenses réelles de fonctionnement / population	996 €	938 €	1 090 €	1 173 €	1 185 €	1 265 €
Produit des impositions directes / population	507 €	521 €	286 €	320 €	399 €	415 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 249 €	1 169 €	1 248 €	1 245 €	1 385 €	1 336 €
Dépenses d'équipement brut / population	91 €	98 €	137 €	145€	259 €	559 €
Encours de la dette / population	330 €	282 €	271 €	230 €	204 €	173 €
Dotation globale de fonctionnement / population	90 €	87 €	78 €	39 €	39 €	38 €
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	57 %	61 %	57 %	58 %	61 %	61 %
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	84 %	84 %	89 %	96 %	88 %	97 %
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	7 %	8 %	10 %	14 %	29 %	42 %
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	26 %	24 %	21 %	18 %	15 %	13 %

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des recettes réelles et des dépenses réelles de fonctionnement de 2019 à 2024 (prévisions) :



Sur la base du compte administratif provisoire de 2023, on constate une nette amélioration de la gestion et ratios financiers notamment dû :

- Au filet de sécurité 2022 perçu en octobre 2023 pour 277.528€,
- À la baisse du tarif du gaz qui était en 2022 très élevé et qui a légèrement diminué en 2023,
- Et au travail réalisé au quotidien visant à optimiser et maitriser les dépenses de fonctionnement qu’il faudra poursuivre en 2024.

Les orientations budgétaires proposées pour 2024 tiennent compte des contraintes qui sont imposées à la Commune, à savoir :

- La stagnation des recettes de fonctionnement, notamment suite à la réforme de la taxe d’habitation qui fait que la revalorisation des bases de +3,9% ne s’applique plus que sur les bases du foncier bâti et du foncier non bâti,
- La diminution régulière et continue de la DGF,
- L’augmentation des charges de personnel suite à trois hausses imposées par l’Etat en 18 mois,
- Une inflation a priori plus contenue avec une prévision de +2,6% en 2024 (+4,9% en 2023).

Il faut noter le choix pour 2024 du maintien des taux de fiscalité afin de limiter l’impact sur le pouvoir d’achat des habitants de la Commune.

On observe par ailleurs que la Commune poursuit son désendettement. En effet, elle s’est désendettée de 2018 à 2024, avec un capital restant dû prévu à 918 609 € au 31 décembre 2024. Il ne sera pas nécessaire de réaliser un emprunt pour financer les investissements de 2024.

Cela permettra à la Commune de pouvoir recourir à l’emprunt si nécessaire au cours des prochaines années pour financer notamment les projets à venir dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain ».

L’objectif est de poursuivre les investissements de la Commune sur des projets structurants pour améliorer le quotidien et le cadre de vie des habitants tout poursuivant le travail de recherche des financements auprès des partenaires. Dans la continuité de 2023, la Commune poursuivra en 2024 ses investissements dans la transition écologique.

Grâce à un travail permanent et accru en 2024 sur l’optimisation et la maitrise des dépenses de fonctionnement, l’objectif reste de dégager chaque année un résultat positif (Recettes – dépenses de fonctionnement) qui permet de couvrir le remboursement en capital de la dette, et envisager l’autofinancement partiel de nos futurs investissements.

II – Budget Annexe : « local commercial »

Le budget annexe « Local commercial » a pour objet la gestion d’une boucherie située rue saint Fiacre ainsi que le Snack-Parc au sein du CRAPA. En 2023, la construction d’un nouveau local commercial « Snack Parc » a été réalisée. Ces locaux sont loués à un exploitant suite à une mise en concurrence.

Ce Budget est assujetti à la TVA et est donc exprimé en HT.

Prévisions pour le Compte Administratif 2023 :

Selon les dernières estimations, les chiffres du compte administratif 2023 du budget annexe devraient être proches du tableau suivant :

En € HT	Fonctionnement		Investissement
Recettes réelles	20 267,64 €	Recettes	221 073,07 €
Dépenses réelles	13 102,94 €	Dépenses	257 752,64 €
Résultat exercice	7 164,70 €	Résultat exercice	- 36 679,57 €
Report 2022	38 270,78 €	Report 2022	37 306,70 €
Résultat à affecter	45 435,48 €	Résultat à affecter (R001)	627,13 €
		RAR	- 38 062,18 €
		Résultat	- 37 435,05 €
Résultat net de l'exercice		8 000,43 €	

Section de fonctionnement pour l'exercice 2023 (En HT) :

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 12.733 € (travaux de réparation froide, fourniture pour rambarde snack Park et vérification et contrôle annuel obligatoire de la boucherie).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement s'élèvent à 370 € (amortissements).

Soit un total de dépenses s'élevant à 13.103 €.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 20.268 € (dont loyer de 10 266 € pour la boucherie et snack Park, 2 € d'arrondie de TVA et 10.000 € de subvention d'exploitation provenant du budget principal).

Le report du résultat de 2022 est de 38.271 €, soit un résultat à affecter de 45.435 € en 2023.

Section d'investissement pour l'exercice 2023 (En HT) :

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 257.753 € (Construction d'un nouveau Local « Snack » dans le CRAPA).

Les recettes d'investissement s'élèvent à 22.073 € (370 € d'amortissement et 220.703 € d'affectation de résultat 2022),

Un excédent de financement 2022 de 37.307 €, soit un excédent de financement 2023 de 627 €.

Des restes à réaliser de 2023 de -38.062 € (travaux pour la construction d'un nouveau Local « Snack » dans le CRAPA).

Soit un déficit de financement d'investissement de 37 435 €.

Au global, le résultat net de l'exercice serait de 8 001 €.

Orientations budgétaires en 2024 pour le Budget Annexe « Local Commercial » :

Section de fonctionnement pour l'exercice 2024 (En HT) :

Les dépenses réelles de fonctionnement prévues seraient de 13.502 € (travaux de mises aux normes dans les locaux et l'entretien et réparation du matériel de la boucherie et du snack Park, créances en non valeurs, titres antérieurs annulés, etc.).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement prévues seraient de 21.500 € (transfert à la section d'investissement, dépenses imprévues et les amortissements).

Les recettes réelles de fonctionnement prévues seraient de 23.001 € (Loyers : 5.401 €, dotation du budget principal : 15.600 €, mandats antérieurs annulés : 2.000 €).

Les recettes d'ordre d'exploitation de fonctionnement prévues seraient de 4.000 € (transfert entre section travaux en régie).

Le Report du résultat de 2023 serait de 8.001 €.

Soit un total de la section de fonctionnement équilibré à 35.002 €.

Section d'investissement pour l'exercice 2024 (En HT) :

Les dépenses d'investissement prévues seraient de 59.062 € (dont 21.000 € d'équipement, et 38.062 € de restes à réaliser),

Les recettes d'investissement prévues seraient de 58.435 € (dont 5.000 € de transfert de la section de fonctionnement, 16.000 € d'amortissement et 37.435 € en affectation du résultat 2023),

L'excédent de financement de 2023 serait de 627 €.

Soit un total de la section d'investissement équilibré à 52.062 €.

Il est précisé qu'il n'y a pas d'emprunt sur ce budget annexe.

III – OPERATIONS PLURIANNUELLES

Les opérations pluriannuelles connues et programmées à ce jour et qui pourront générer des dépenses et des recettes de fonctionnement supplémentaires sur le budget principal sont les suivantes :

1)
Réhabilitation et extension de l’Espace Culturel Marcel Pagnol :

Pour rappel, la réglementation en vigueur impose aux collectivités la réduction de consommation d’énergie dans les bâtiments de plus de 1.000m² pour 2050. Le projet émane d’une volonté de la commune de répondre à cette réduction des dépenses énergétiques et de favoriser l’attractivité de son territoire avec l’extension du bâtiment.

Pour information, les travaux ont démarré en Mai 2024 et devraient être achevés fin 2024. À la suite de ces travaux, il faut envisager une dépense supplémentaire de fonctionnement (fluide, entretien, ménage, etc....) à partir de Janvier 2025 pour un montant estimé à 10.000 € TTC environ par an. Les recettes de location peuvent être estimées à 3.000€ TTC par an environ. L’isolation par l’extérieur du bâtiment permettra d’atteindre le niveau BBC Rénov -60%, ce qui générera une économie de 60% sur les dépenses de chauffage du bâtiment, soit une économie annuelle estimée à 25.000€ environ.

2)
Renouvellement du matériel au titre du P3 dans le marché de chauffage des bâtiments communaux :

Pour rappel une autorisation de programme a été créée en Mars 2023 pour programmer chaque année les dépenses récurrentes de renouvellement du matériel au titre du P3 dans le marché de chauffage des bâtiments communaux.

Ces dépenses d’investissement étant récurrentes, elles sont donc rappelées dans le tableau ci-dessous :

Libellé	Montant Total AP	CP 2023 TTC	CP 2024 TTC	CP 2025 TTC	CP 2026 TTC	CP 2027 TTC	CP 2028 TTC	CP 2029 TTC	CP 2030 TTC
P3 du marché de chauffage	160 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €